L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WHITNEY & Co. Bureau au Commerce-Pl. Ct, entre Chartres et Magazine.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 4 JANVIER 1862

G. P. WHITNEY, P. LEBEY. H. DUFOUR, G. BRIOT. Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans, SAMEDI MATIN, 4 JANVIER.

Nouvelles du jour.

Par Léonard Blache & Co., en No 72, rue d'Eglise, entre Conti et Bienville, et Casseffre-Moulin, (Successeur de Wm C. Dumont).

Par E. Scott, 32, entre Tchoupitoulas, Gravier, Magazine, Common et Carondelet.

Par H. Vignié, rue Bourbon, entre Conti et la succession Pontalba.

Une autre menace de Seward.

Nous recevons dans quelques jours le texte des divers documents diplomatiques, dont la télégraphe nous a donné l'essai par ce qui nous paraissait comparer le langage tenu par Seward dans sa lettre à M. Adams, ministre des Etats-Unis à Londres, avec celui qu'il a employé, en par plusieurs, dans sa dépêche à Lord Lyons. Un sophiste, quand pour corriger que l'est le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, n'est jamais embarrassé pour justifier ses contradictions si pour nécessité, dans le même document, il nie et il affirme tout à la fois. Mais si curieux que puissent être les tours de force de M. Seward dans ses dépêches sur l'affaire du *Trent*, ils ne peuvent nous offrir un tant d'intérêt que le passage de sa lettre à M. Adams, dans lequel il traite de la reconnaissance des Etats Confédérés.

Dans ce document, le chef du cabinet de Washington affirmait que l'insurrection du Sud périrait en quatre vingt dix jours, si elle n'était soutenue par l'espoir d'être reconnue par les grandes puissances européennes. Puis il ajoutait avec son arrogance accoutumée : "Que puissance n'est pas le droit de savoir que la guerre a cessé dans ce pays, et ce gouvernement ne regardera comme une cause de guerre le fait de la reconnaissance d'un pouvoir politique indépendant de celui de l'Union fédérale dans les limites de notre Union."

L'affirmation de M. Seward sur la durée de l'insurrection n'est guère de nature à impressionner les gouvernements européens. Elle rentre dans la catégorie de ces fanfares pompeuses qui, toutes invariablement, ont été démenties par les événements. Il n'y aura pas de rupture de l'Union, la guerre sera terminée dans soixante jours, les ports du Sud seront ouverts et commerce dérangé à l'phénomènes telles ont été les assurances, à l'aide desquelles le secrétaire d'Etat fédéral a cherché à tromper les gouvernements européens, pour étudier de régler définitivement la leur réconciliation. Que va nouvelle assertion ou une annonce gratuite en qu'elle précède d'une, elle sera également une forte. Il y a trop longtemps que le gouvernement fédéral fait imprimer aux yeux des populations du Nord ou des cabinets étrangers ces deux arguments fantastiques—l'unionisme dans le Sud et le découragement des rebelles—pour que personne puisse sérieusement s'y laisser prendre. Il n'est pas un gouvernement européen qui ne sait parfaitement à quoi s'en tenir sur ces deux points. Si ce gouvernement des Etats-Unis possède à n'en pas douter, ce n'est pas celui de l'Union, il n'y a pas de blocus ni que ces navires de guerre, il n'est pas de marine pour justifier ses prétentions si peut nouvelle, dans le même document, il nie et il blâme tout à la fois.

Mais si curieux que soient les tours de force de M. Seward dans ses dépêches sur l'affaire du *Trent*, ils ne peuvent nous offrir un tant d'intérêt que le passage de sa lettre à M. Adams, dans lequel il traite de la reconnaissance des Etats Confédérés.

Dans ce document, le chef du cabinet de Washington affirmait que l'insurrection du Sud périrait en quatre vingt dix jours, si elle n'était soutenue par l'espoir d'être reconnue par les grandes puissances européennes. Puis il ajoutait avec son arrogance accoutumée : "Que puissance n'est pas le droit de savoir que la guerre a cessé dans ce pays, et ce gouvernement ne regardera comme une cause de guerre le fait de la reconnaissance d'un pouvoir politique indépendant de celui de l'Union fédérale dans les limites de notre Union."

L'affirmation de M. Seward sur la durée de l'insurrection n'est guère de nature à impressionner les gouvernements européens. Elle rentre dans la catégorie de ces fanfares pompeuses qui, toutes invariablement, ont été démenties par les événements. Il n'y aura pas de rupture de l'Union, la guerre sera terminée dans soixante jours, les ports du Sud seront ouverts et commerce dérangé à l'phénomènes—